

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.
Il est distribué en ville dans la soirée qui précède sa date.

ABONNEMENT :
Pour Roubaix, 25 francs par an.
» » 14 » six mois.
» » 7 50 » trois mois.

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant, bureau du Journal, Grande-Rue, 56.

On rend compte des ouvrages dont l'auteur dépose deux exemplaires.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris, chez MM. LAFITTE, BULLIER et C^o, 20, rue de la Banque.
Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la publication des annonces de MM. HAVAS, LAFITTE, BULLIER et C^o, pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

Roubaix, 16 avril 1864.

BULLETIN.

Parmi les versions qui circulent à propos du voyage de lord Clarendon à Paris, celle d'un rapprochement entre l'Angleterre et la France, dans le but d'un accord sur les questions les plus pressantes, paraît chaque jour mieux accréditée.

Les deux gouvernements seraient, dit-on, dans l'intention de suivre la même ligne politique, quant à ce qui regarde la conférence.

Un journal fait observer qu'il est surprenant qu'en même temps que lord Clarendon travaille à Paris pour rétablir l'entente cordiale, ses collègues, à Londres, semblent prendre à tâche de jeter du froid sur ces relations, par la part personnelle qu'ils prennent aux ovations exagérées dont Garibaldi est le héros. Les journaux d'Etat d'Angleterre partagent incontestablement l'enthousiasme général, et il doit y avoir, dans ces démonstrations, une arrière-pensée politique. Cette pensée n'a rien d'obligeant pour la France. Peut-être lord Clarendon est-il chargé d'atténuer l'effet de ces démonstrations et d'expliquer le malentendu.

Le Bulletin de Paris annonce que lord Clarendon, dont le voyage est fort commenté dans le monde politique, repart demain pour Londres.

On assure, ajoute ce journal, que l'objet de la mission du noble lord se rattache particulièrement au différend dano-germanique.

Le même journal assure, d'après une lettre de Bruxelles, que les chefs de parti conservateur seraient décidés à constituer un ministère, sous la condition d'une dissolution immédiate du Sénat et de la Chambre des représentants.

Le bruit de la prise de Düppel, qui a circulé hier à la Bourse, est prématuré.

La garnison danoise est admirable de sang-froid et d'énergie, et ce qui a pu faire croire à la prise de la ville c'est la position critique des assiégés dont les ouvrages de défense sont presque tous détruits par les batteries prussiennes. On croit donc qu'il est impossible aux Danois de se maintenir encore longtemps.

Le Corps législatif a adopté le projet de loi fixant à 100,000 hommes le contingent militaire de 1865.

Les amendements présentés par l'opposition étaient de deux sortes. Les uns portaient sur le chiffre de la levée, que l'on proposait de réduire à 80,000 hommes. Les autres s'appliquaient au système d'exonération, contre lequel on élevait certaines critiques, notamment celle du taux prescrite.

Le scrutin a donné 238 voix contre 15.
J. REBOUX.

Banque de France.

Le Bilan de la Banque publié hier, constate une augmentation de plus de 23 millions dans l'encaisse métallique qui de 196 millions s'est relevé à 219 millions. Il est à noter que cette augmentation est due uniquement à la place de Paris. L'encaisse des succursales qui était le mois dernier à 143 millions n'a presque pas varié.

Le portefeuille s'est accru de 3 millions à Paris et a diminué d'un million et demi dans les succursales. Il représente actuellement un total de 643 millions et demi.

Le chiffre des avances a diminué d'environ 9 millions. Il n'est plus que de 90 millions. Les avances sur effets publics ont baissé de 20,800,000 fr. à 19,200,000 fr. à Paris et de 14 à 12 millions dans les succursales. Les avances sur actions et obligations de chemins de fer sont en diminution de 5 millions.

Les avances sur lingots ont baissé de 20 millions à 14 millions et demi.

La circulation des billets s'est élevée de 746 millions et demi à près de 760 millions.

Le compte courant du Trésor a peu varié, 49,800,000 fr. au lieu de 51,000,000 fr. Les comptes particuliers ont baissé de 119 à 114 millions pour Paris et de 24 à 19 millions dans les succursales.

Ce bilan est, en somme, satisfaisant bien qu'on pût désirer un plus fort chiffre pour l'encaisse à la veille de la reprise commerciale qui marque chaque commencement de saison.

On lit dans la Gazette nationale de Berlin du 13 avril :

« La Gazette de l'Allemagne du Nord contient un article de polémique où il est dit entre autres choses :

« On sait que le parti de la Gazette nationale poursuit le but d'ériger, avec l'aide de la France, un duché de Holstein qui serait placé sous la suzeraineté française, et le zèle avec lequel ce parti poursuit ce but va jusqu'au point qu'il a offert à la politique française, comme il l'a ouvertement déclaré lui-même, de lui accorder de plus une indemnité particulière. Est-ce sur le haut Rhin, le Rhin moyen ou le bas Rhin ? On paraît ne pas encore s'être mis d'accord sur ce point, ou peut-être qu'on tient la chose secrète. »

« Nous n'avons pas besoin de dire à nos lecteurs que cette assertion est un mensonge impudent. Rien absolument dans les manifestations, déclarations, articles de journaux du parti national, n'autorise une imputation pareille. Au contraire, ce parti a toujours protesté contre la façon dont les princes font marché des peuples et des provinces. »

L'Autriche a nommé le comte d'Apponyi, ambassadeur à Londres, son premier plénipotentiaire à la conférence. Le baron de Biegeleben a été nommé second plénipotentiaire.

Le comte Wachtmeister, ambassadeur de Suède à Londres, a été nommé ministre plénipotentiaire pour la conférence. Il a reçu de Stockholm ses instructions.

On assure que la Prusse et l'Autriche sont loin d'être d'accord dans la conduite à tenir dans la conférence de Londres.

Le Siècle constate que le Times à l'air de s'attendre à un échec pour la diplomatie anglaise et que le Morning Post, de son côté, ne montre pas une très grande confiance dans le résultat d'une conférence qui va s'ouvrir sans le moindre accord préalable et avec des réserves et des sous-entendus qui ne promettent pas de rendre une entente ultérieure plus facile :

« Comment compter, en effet, ajoute M. Taxile Delord, sur un accord entre toutes les puissances quand on voit la déunion se mettre de plus en plus entre les gouvernements de Vienne et de Berlin, et cela juste au moment où la conférence va s'ouvrir ? »

Danemark.

Le bombardement de Düppel continue avec violence. Dans la nuit du 13 au 14 les Prussiens ont rejeté les avant-postes danois jusque dans les redoutes, malgré un feu de mitraille très vif.

Une nouvelle parallèle a été achevée la nuit suivante à une distance de 100 pas (60 mètres) des positions danoises.

C'est le 19 que commencera le blocus de Dantzig et Pillau.

La ville de Brême a demandé l'autorisation d'arborer sur ses navires le pavillon suisse pendant toute la durée du conflit dano-allemand. Le conseil fédéral a refusé.

On écrit de Flensburg, 14 avril, à la Boersenhalle :

Le feu a continué sans interruption toute la semaine passée, et on vient d'ajouter aux 136 canons en activité qui, en moyenne, ont envoyé journellement 4,000 projectiles contre les ouvrages danois, 40 autres pièces de grosse artillerie. Hier, dans l'après-midi, 180 canons et mortiers ont ouvert un feu tellement violent que le sol en tremblait à plusieurs lieues de distance. Jusqu'au soir, 5,000 coups avaient été tirés par les batteries prussiennes, tandis que les Danois ne ripostent que très

faiblement. Leurs ouvrages sont déjà assez battus en brèche et leurs artilleurs ne sont plus à l'abri en servant les canons.

Un sleswigois qui servait, comme canonier, dans le fort n° 6, a réussi à s'évader la nuit passée, et il a dit que les ouvrages étaient démolis à un tel degré, qu'il était presque impossible de s'y tenir encore longtemps. Les obus produisent, d'après lui, des effets si terribles, que les artilleurs ne peuvent plus être maintenus que par la force auprès de leurs pièces. Tous ces projectiles pénètrent à travers les remparts, et font explosion à l'intérieur des ouvrages. Les blockhaus sont, ou entièrement détruits ou mis dans un état tel, qu'ils ne peuvent plus rendre service.

Une partie des troupes danoises, occupées à élever des retranchements dans l'île d'Alsén, a été envoyée dans l'île de Flonle pour y établir des batteries côtières.

La France résume ainsi les renseignements qui lui sont transmis directement de Düppel :

« Les Prussiens poussent leurs travaux avec la plus grande activité. Ils craignent un armistice et veulent enlever la place avant d'être arrêtés dans leurs opérations. Ils ont mis en batterie quarante-deux pièces dans la 2^e parallèle, et développent leurs cheminements avec énergie. Ils perdent beaucoup de monde à mesure qu'ils approchent, mais l'infériorité des armes de tir ne permet pas aux Danois de gêner les travailleurs comme ils le feraient s'ils avaient des tirailleurs armés de carabines à longue portée, et s'ils avaient établi des fossés comme ceux qui ont tant gêné les alliés devant Sébastopol. »

« Les Danois ne peuvent point non plus gêner les travaux de l'ennemi par ces sorties répétées qui sont destinées à bouleverser les batteries. Il faut à la petite et intrépide armée danoise, parcimonieusement servies pour l'assaut. Mais c'est là que les Danois attendent les Prussiens. En ce moment, tous les avantages sont du côté des Allemands, ils ont une meilleure artillerie, une grande supériorité dans la quantité des pièces, d'excellents bataillons de tirailleurs, enfin, un nombre écrasant d'hommes. »

« Le jour de l'assaut, les armes de précision perdent une partie de leur importance, l'artillerie doit se taire, l'arme blanche, l'élan, l'entrain deviennent les conditions de la victoire, et il faut le reconnaître, l'infanterie prussienne ne s'est point distinguée jusqu'à présent par ces qualités spéciales. Les travaux de siège, le mauvais temps et l'influence du printemps se font sentir parmi les troupes allemandes et l'on évalue à près de 11 pour 100 le nombre des malades. »

On est de plus en plus inquiet à Vienne de la situation dans les Principautés-Unies du Danube. On désire l'occupation de ces provinces par les troupes de la Porte, afin d'éviter que la Russie n'intervienne elle-même.

On assure que le prince Callimaki, ambassadeur ottoman à Vienne, veut donner sa démission.

Pologne.

On mande de la frontière polonaise, 14 avril :

Les avis de Varsovie, en date d'hier, portent que les bureaux des districts ont été mis sous les scellés. Trois hauts fonctionnaires ont été arrêtés. Une commission spéciale a été nommée pour l'examen des comptes de fermage et pour l'administration des arrérages des propriétaires fonciers.

Un nouveau corps d'insurgés fort de 500 hommes s'est formé dans les districts de Krotoschin et de Wreschen (Grand-duché de Posen) et a passé la frontière du royaume de Pologne, près de Golin.

On lit dans la Gazette de Moscou :

« Il est impossible de dire que la paix soit rétablie en Pologne. Les bandes de brigands sillonnent encore la contrée, entraînant les paysans dans les bois, mettant à mort les sujets dévoués au gouvernement, s'emparant de l'argent provenant des impôts, etc. »

« L'insurrection a peut-être faibli mais elle n'est pas éteinte et la paix et la tran-

quillité ne sont pas encore rétablies dans le pays. On peut assurer que l'insurrection ne se développera point comme l'année dernière, mais puisqu'elle n'a pas été éteinte pendant l'hiver, on ne saurait plus dire positivement qu'elle sera éteinte avant l'automne. »

On écrit de Munich, le 11 avril : « Le testament du roi défunt a été ouvert. Il est daté du 16 décembre 1851. Voilà son dernier passage qui mérite d'être cité :

« Mes remerciements les mieux sentis, les plus chaleureux à tous ceux qui m'ont témoigné de l'affection, qui m'ont été dévoués et fidèles. Je pardonne du fond de mon cœur à ceux qui n'ont pas eu ces sentiments pour moi, qui m'ont froissé volontairement ou involontairement. Mais qu'ils me pardonnent aussi, tous ceux qui ont à se plaindre de moi ; je leur demande pardon de tout mon cœur ; que le Tout-Puissant prenne dans sa sainte garde, désormais et à tout avenir, mon cher, mon brave, mon magnifique peuple bavarois et le comble de sa plus riche, de sa meilleure bénédiction. Je l'ai porté fidèlement dès ma jeunesse dans mon cœur, il a été l'objet de mes travaux, de mes soucis, de mes peines et de mes joies ; son bonheur était le mien. Ma tâche sérieuse et ardente est, et sera toujours d'augmenter de toutes mes forces le bien-être moral et matériel de mon pays et de lui assurer entre les nations le rang qui lui appartient d'après sa position et sa glorieuse histoire. Mon amour pour lui me surviva. J'agirai et priai pour mon peuple tant que je pourrai prier et agir. »

« Dans ce testament 800,000 florins sont alloués pour l'achèvement de la construction du Maximilianeum (un établissement scientifique) ; 250,000 pour des missions scientifiques et pour les frais de voyages de jeunes savants. L'achèvement des ouvrages commencés sous le patronage du roi est recommandé. 150,000 florins sont alloués pour subvenir à différents établissements de bienfaisance. »

Il est question d'un projet de mariage du jeune roi Louis II de Bavière avec une fille de l'archiduc Albert d'Autriche.

D'après des avis de la Nouvelle-Orléans, en date du 21 mars, Juárez aurait été forcé par ses officiers de donner sa démission en faveur d'Ortega.

On lit dans la Patrie :

« Parmi les nouvelles créations qui ont nécessité de la part du ministère des affaires étrangères la demande d'une augmentation, de crédit pour le budget de 1865, figure celle d'un consulat et d'un emploi de drogman-chancelier à Suez, où la France n'entretenait qu'un agent vice-consul. N'était-il pas nécessaire que les intérêts français eussent désormais une représentation plus importante dans cette ville, destinée à devenir, après le percement de l'Isthme, l'entrepôt des échanges entre l'Europe et l'extrême Orient, et qui est déjà le centre d'un mouvement commercial des plus actifs. »

Le directeur et représentant anglais de la compagnie du Canal de Suez, a écrit au directeur de l'Express (de Londres) du 13 la lettre suivante :

« Monsieur, voulez-vous me permettre d'user de vos colonnes pour répondre à de nombreuses questions qui me sont faites au sujet des travaux du canal de Suez que l'on suppose interrompus par suite du différend entre Sa Hautesse le vice-roi d'Égypte et la compagnie du canal de Suez. »

« Je puis vous affirmer, au contraire, que les travaux sont poussés avec une grande vigueur. »

« Le vice-roi ayant décidé de laisser à l'empereur Napoléon l'arbitrage des points en litige, M. Drouyn de Lhuys a soumis à Sa Majesté Impériale un projet destiné à préparer la voie à une décision définitive, et a, selon les ordres de l'Empereur, nommé une commission d'enquête. »

« Il peut être intéressant pour vos lecteurs de savoir qu'avant peu de mois le nombre des ouvriers anglais et écossais employés sur la ligne et particulièrement à Port-Saïd, avec leurs femmes et leurs

familles, égalera s'il ne dépasse pas, le nombre des ouvriers français. »

« Les craintes de quelques personnes qui redoutent l'influence française, en Égypte, par suite de la supériorité numérique des français, demeurent ainsi, sans fondement, les français et les anglais étant sur le même pied. »

« Je suis, etc. »

« DANIEL A. LANGE, directeur et représentant anglais de la compagnie du canal de Suez. »

Le Times a reçu, de son correspondant, la lettre suivante d'Alexandrie, sous la date du 4 avril :

« Il est très regrettable qu'une partie des anglais, résidant ici, se soit mis en guerre ouverte avec le gouvernement, cela nuira à la généralité, et conduira le Vice-roi à s'allier avec d'autres nationalités à notre préjudice. Qu'il y ait lieu de se plaindre et que cet état de choses dure encore quelques temps cela est certain. Mais ces griefs ont été amenés par un concours de circonstances qui échappent au contrôle du gouvernement, par une grande augmentation dans l'importation et dans l'exportation. La même chose s'est produite dans d'autres pays ; dans l'Inde occidentale, par exemple, et nul n'a songé à accuser le gouvernement. »

« M. Francis, Vice-consul à Constantinople, est arrivé au Caire, pour s'éclaircir auprès du Vice-Roi, au nom de notre gouvernement, sur les fameux navires cuirassés de Liverpool, M. Hanier, juriconsulte de Liverpool, est venu ici dans le même but, pour les constructeurs. Je crois qu'il est parfaitement certain que ces vaisseaux aient été commandés par Saïd-Pacha. »

On mande d'Alexandrie en date du 13 avril :
La conduite du Canal d'eau douce partant d'Ismaïlia est terminée et est arrivée à Port-Saïd. Succès complet.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

L'Agence Havas nous communique les dépêches télégraphiques suivantes :

Madrid, 13 avril.

Le gouvernement élabore un projet de loi pour la canalisation de l'Ebre, afin de sauvegarder tous les intérêts et de mettre fin à la situation anormale de la compagnie.

Londres, 14 avril.

Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre donne les résultats suivants :
Augmentation : Comptes particuliers, 237,730 liv. st.

Diminution : Compte du Trésor, 3,888,958 liv. st.; portefeuille, 2,287,415 liv. st.; réserve des billets, 812,930 liv. st.; encaisse métallique 536,363 liv. st.

Frankfort, 14 avril.

La Diète germanique a accepté aujourd'hui à une grande majorité la proposition des comités relatifs à la conférence de Londres. M. de Beust a été nommé à la presque unanimité plénipotentiaire de la Diète.

Londres, 14 avril, 6 h. soir.

Chambre des Communes : M. Layard répondant à M. Osborne, dit qu'il a été seulement donné lecture de la note française proposant qu'il soit fait appel aux habitants du Sleswig et du Holstein et que le gouvernement ne possède pas de copie de ce document. M. Layard ajoute que le gouvernement n'a pas l'intention de communiquer d'autres documents sur la question danoise.

Trieste, 14 avril.

L'Empereur et l'Impératrice du Mexique sont partis, à deux heures de l'après-midi, au milieu des acclamations enthousiastes de la population.

Marseille, 14 avril.

Les lettres de Constantinople du 7 annoncent qu'Aali a adressé une invitation officielle aux représentants des puissances intéressées, à propos de l'affaire des couvents moldo-valaques. Les ambassadeurs de France et d'Italie attendaient leurs dernières instructions. La Russie et l'Autriche veulent s'opposer à la ratification de la mesure de sécularisation et de-